



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 409 – 23 juillet 2021

## Zoom sur le secteur de la monnaie électronique dans l'UEMOA

[Le rapport annuel 2020 de la Commission bancaire](#) de la Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) présente, entre autres, un panorama du secteur de la monnaie électronique au sein de l'UEMOA. L'activité d'émission de la monnaie électronique continue de croître, en lien avec l'attractivité et l'accessibilité des services financiers adossés à la téléphonie mobile.

### Différents acteurs répartis inégalement dans la sous-région

Au 31 décembre 2020, les Etablissements de monnaie électronique (EME) agréés dans l'UEMOA sont au nombre de 12, dont 7 en Côte d'Ivoire (mais 4 en activité), 2 au Sénégal, 1 au Bénin, 1 au Burkina Faso et 1 au Mali. A noter **toutefois, qu'en plus des EME, 2 autres acteurs** offrent des services financiers via la téléphonie mobile : (i) les partenariats entre banques, opérateurs de télécommunications et prestataires techniques (29 acteurs) ; (ii) les Systèmes financiers décentralisés (1 acteur). Leur répartition au sein de l'UEMOA est donnée dans le tableau ci-contre.

### Déploiement de services financiers via la téléphonie mobile au 31/12/2020

Pays	EME	Partenariats	SFD	Total
Bénin	1	4	-	5
Burkina Faso	1	3	-	4
Côte d'Ivoire	7	5	1	13
Guinée-Bissau	-	2	-	2
Mali	1	2	-	3
Niger	-	3	-	3
Sénégal	2	5	-	7
Togo	-	5	-	5
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>29</b>	<b>1</b>	<b>42</b>

Source : BCEAO, Rapport annuel 2020 de la Commission bancaire

### Un secteur en pleine expansion, avec des offres de services en développement

A fin décembre 2020, l'encours de la monnaie électronique émise par les EME dans l'UEMOA s'est élevé à 556,6 Mds FCFA (850 M EUR), soit une augmentation annuelle de 35,9%. En outre, les transactions réalisées via téléphonie mobile par l'intermédiaire des EME ont connu une hausse en valeur (34 914,8 Mds FCFA, soit 53,3 Mds EUR ; + 37,1% en g.a.) ainsi qu'en volume (3,6 Mds ; + 33,6% en g.a.). La Côte d'Ivoire occupe la 1<sup>ère</sup> place en termes de valeurs des transactions (39,4% du total dans l'UEMOA), mais se classe 3<sup>ème</sup> en volume (23% du total). A l'inverse, le Sénégal se classe 1<sup>er</sup> des transactions en volume (27,8% du total) mais pour une valeur relativement plus faible (3<sup>ème</sup> ; 17% de la valeur totale).

Les transactions restent encore concentrées autour des opérations de rechargement de porte-monnaie électronique, de retrait cash, de transfert de personne à personne et de rechargement

## LE CHIFFRE À RETENIR

**+37%**

Hausse en valeur des transactions en monnaie électronique réalisées via téléphonie mobile dans l'UEMOA

téléphonique (89,6% des transactions en volume et 82,7% de celles en valeur en 2020). Toutefois, **même s'ils représentent encore une proportion** très modeste des transactions (moins de 2%), deux autres services financiers ont connu un fort développement en 2020 : les transactions avec les administrations publiques (impôts, taxes, indemnités sociales...) ont été multipliées par plus de 25 en valeur et les paiements de salaires via téléphonie mobile ont plus que doublé. En outre, la présence de firmes transnationales continue de favoriser la hausse des transferts transfrontaliers entre pays de l'Union (+41,3% en valeur et +26% en volume).

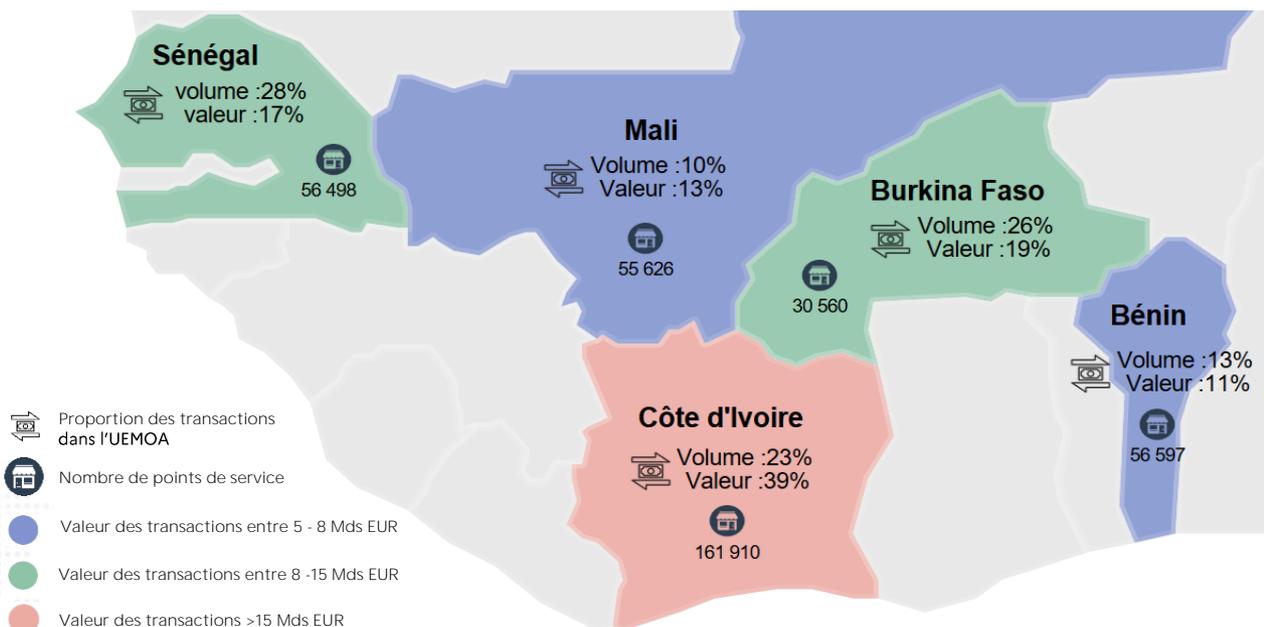
#### ☛ ...et soumis à des normes prudentielles

Pour assurer la stabilité du secteur, la BCEAO a défini des normes prudentielles que doivent respecter les EME de l'UEMOA : (i) le ratio de couverture, qui requiert, pour chaque établissement, la couverture de l'encours de la monnaie électronique émise par ses capitaux propres à hauteur de 3% (respecté par 8 des 9 EME en activité en 2020) ; (ii) le ratio d'équivalence, qui met en relation la valeur des placements financiers liés à la monnaie électronique et des dépôts à vue sur l'encours de la monnaie électronique (norme minimale de 100%, critère respecté par 6 des 9 EME) ; (iii) le ratio de placement, qui limite à 25% la valeur des placements financiers liés à la monnaie électronique sur l'encours de la monnaie électronique (respecté par tous les EME).

#### ☛ Une contribution indéniable à l'inclusion financière

Le réseau de distribution des EME (GAB, sous-distributeurs et agents distributeurs) est constitué de 550 869 points de services (dont 361 191 actifs) au 31 décembre 2020. Le nombre de comptes de monnaie électronique s'est établi en 2020 à 66,7 M (dont 30,2 M actifs), contre 51 M (dont 24,3 M actifs) l'année précédente. A noter que le nombre de comptes de monnaie électronique est largement supérieur au nombre de comptes bancaires dans l'UEMOA (estimé à 15,4 M), d'où l'indéniable et importante contribution du *mobile money* à l'inclusion financière de la zone.

*Transactions en volume et valeur des EME et nombre de points de service actifs dans les pays de l'UEMOA*



Source : BCEAO, Rapport annuel 2020 de la Commission bancaire

## ❖ Régional

### Rencontre sur le Programme d'Appui à la Transition Fiscale en Afrique de l'Ouest

[Les acteurs nationaux et partenaires de la CEDEAO et de l'UEMOA se sont réunis le 15 et le 16 juillet 2021](#) dans le but de faciliter la dissémination des activités du programme d'Appui à la Transition Fiscale en Afrique de l'Ouest (PATF), et son appropriation par les principales parties prenantes (les administrations fiscales des Etats membres, la société civile...). Pour rappel, le [PATF](#) est financé par l'Union européenne au profit des Etats membres de la CEDEAO et de la Mauritanie. Etalé sur la période 2020-2022, il a pour objectif global d'appuyer la mise en œuvre de programmes de transition fiscale en Afrique de l'ouest, consécutifs à la mise en œuvre des politiques régionales de libération des échanges (union douanière, TEC, APE...). Ainsi, le PATF devrait contribuer (i) à une gestion efficace de la TVA et une maîtrise de la dépense fiscale au sein des pays bénéficiaires ; (ii) à la lutte contre la fraude, l'évasion fiscale, les flux financiers illicites et la corruption ; (iii) au renforcement du système de coordination, de suivi et d'évaluation des programmes de transition fiscale.

### Lancement du Réseau des organisations de promotion du commerce de la CEDEAO

[La CEDEAO, avec le soutien du Centre du commerce international \(CCI\), a officiellement lancé son Réseau des organisations de promotion du commerce](#) (OPT) qui a tenu sa 1<sup>ère</sup> Assemblée générale annuelle du 15 au 16 juillet 2021 à Abuja. La décision de créer ce réseau a été prise lors de la 86<sup>ème</sup> session ordinaire de Conseil des Ministres de la CEDEAO le 17 juin 2021. Ce réseau a pour objectif, entre autres, de promouvoir l'accès aux marchés et d'établir des liens entre les entreprises locales et internationales, en vue d'accroître le volume des échanges commerciaux des pays de la zone.

### Amélioration continue des conditions crédit bancaires dans l'UEMOA

Selon [le Rapport sur les conditions de banque dans l'UEMOA en 2020](#), le volume des nouveaux crédits bancaires mis en place dans l'Union a augmenté de 5% pour s'établir à 16 212,5 Mds FCFA (24,8 Mds EUR) en 2020. Cette hausse est particulièrement tirée par les crédits d'habitation (+133,4) et consommation (+26,3%). A noter toutefois qu'environ 57% des crédits octroyés sont destinés à la trésorerie. Par pays, la plus forte hausse est enregistrée au Niger (+15,3%). Selon la clientèle, la structure des crédits octroyés reste prédominée par les crédits aux entreprises privées (54,3%), en lien avec l'importance des crédits de trésorerie. Relativement à la durée, les crédits à court terme (2 ans ou moins) représentent 73,9% des crédits octroyés. Le taux débiteur moyen, poursuivant sa tendance baissière, s'est établi à 6,59% (-0,09 pp). Concernant les nouveaux dépôts à terme à l'ouverture de comptes, ils ont augmenté de 22,2%, ressortant à 9 127,8 Mds FCFA (13,9 Mds EUR). Cet encours a plus augmenté au Burkina Faso (+42,9%) et au Sénégal (+40,7%). Les dépôts à terme d'une maturité intérieure ou égale à 2ans restent prépondérants (81,2%). Les taux de rémunération des dépôts à terme ont continué à baisser pour s'établir à 5,13% en 2020, contre 5,34% en 2019.

### 470 M USD de la BM pour le corridor routier Lomé-Ouagadougou-Niamey

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale (BM) a approuvé, le 15 juillet 2021, une subvention d'un montant de 470 M USD pour le développement d'un corridor long de 1 065 km, reliant les capitales du Burkina Faso, du Niger et du Togo. Ce financement, [accordé dans le cadre du Lomé-Ouagadougou-Niamey \(LON\) corridor project](#), permettra : (i) d'améliorer la qualité des services de transport et de transit ; (ii) de développer les échanges en réduisant les délais de transport ; (iii) de favoriser la résilience à la menace sécuritaire et climatique. A noter qu'une très grande partie des habitants et des activités se concentre autour de l'axe LON : 28% du PIB et

7% de la population du Niger, 40% du PIB et 21% de la population du Burkina Faso et 72% du PIB et 65% de la population du Togo. Selon les projections de la BM, une fois le projet achevé, le **temps d'acheminement du fret entre le port de Lomé et Niamey sera raccourci de 25%** et le délai de passage des frontières par les camions sera réduit de 62% entre le Togo et le Burkina Faso, et de 54% entre le Burkina Faso et le Niger.

### Renforcement de la coopération entre la Mauritanie et le Sénégal

Les 12 et 13 juillet 2021, le Chef de l'Etat sénégalais s'est rendu à Nouakchott dans le cadre d'une visite d'amitié et de travail auprès de son homologue mauritanien. Les deux chefs d'Etat ont [signé une dizaine d'accords de coopération dans plusieurs domaines](#) dont la justice (entraide judiciaire en matière pénale, civile et commerciale, extradition), les hydrocarbures, le transport routier, la pêche (renouvellement des autorisations des pêcheurs sénégalais).

## 🇸🇳 Bénin

Succès de l'émission inaugurale d'un Eurobond ODD de 500 M EUR

[Dans le cadre de son programme d'actions arrimé aux Objectifs de développement durable \(ODD\)](#), le Bénin a réalisé, le 15 juillet 2021, [sa première émission d'obligations internationales](#) dédiées au financement de projets à fort impact sur l'atteinte des objectifs d'ODD, la première pour un Etat africain. Cet Eurobond, d'un montant de 500 M EUR (328 Mds FCFA) au taux de 4,95%, avec une échéance de remboursement en 2035, a reçu un niveau de souscription représentant près de 3 fois le montant recherché. A titre de comparaison, le pays a émis, **en début d'année**, simultanément deux Eurobonds : l'un d'un montant de 700 M EUR au taux de 4,8% sur 11 ans, l'autre d'un montant de 300 M EUR au taux de 6,8% sur 31 ans.

## Signature du contrat de construction du terminal 5 du port de Cotonou

L'autorité portuaire en charge de l'exploitation et de la gestion du Port autonome de Cotonou (PAC) [a procédé](#), le 15 juillet 2021, à la signature du contrat de construction du Terminal 5, attribué à l'entreprise China Harbour Engineering Company (CHEC). Ce projet comprend la création de : (i) 22 ha de terrain dans la mer ; (ii) la création de 2 postes à quai de 550 m au total ; (iii) l'élargissement de la digue sud sur 350 m ; (iv) la démolition de la traverse existante. Le coût total du projet est estimé à 250 Mds FCFA (381 M EUR). En dehors de la construction du terminal 5, la feuille de route du projet de modernisation du PAC **prévoit l'extension du bassin et la rénovation du Quai Nord, la création du parking tampon à Zongo, la construction d'un accès centralisé dans le port ainsi que le développement d'une zone logistique dans l'enceinte portuaire.**

## 🇸🇳 Burkina Faso

1,3 M de personnes déplacées internes au 30 juin 2021

Selon le bilan de la situation humanitaire [approuvé par le Conseil des ministres](#) du 14 juillet 2021, le Burkina Faso a enregistré 237 078 personnes déplacées internes (PDI) au premier semestre 2021. Le nombre total de PDI est ainsi passé à 1 312 071 à la date du 30 juin 2021, soit une hausse de 22% en 6 mois. Cette population est composée de 16,4% **d'hommes**, de 23% de femmes et à 60,6% **d'enfants**. Au 21 mars 2021, 30 000 tonnes de céréales ont été distribuées au bénéfice de 848 925 personnes, dont 436 302 PDI, 269 098 personnes vulnérables et 143 525 victimes de catastrophes. Plus de 8 Mds FCFA (12 M EUR) seraient nécessaires pour relever les défis en matière humanitaire dans le pays.

## Cap-Vert

### 10 M USD supplémentaire de la BM pour la vaccination contre la COVID-19

La Banque mondiale (BM) a approuvé un financement supplémentaire de 10 M USD au **Projet d'intervention d'urgence COVID-19** du Cap-Vert afin de permettre un accès abordable et équitable aux vaccins contre la COVID-19 et [assurer un déploiement des vaccins dans le pays](#). Le projet contribuera à renforcer davantage le système de vaccination et les systèmes nationaux de préparation en matière de santé publique. Pour rappel, le gouvernement souhaite atteindre une couverture vaccinale de 70% de la **population d'ici décembre 2021 et la campagne de vaccination a commencé le 19 mars 2021**. Au 1<sup>er</sup> juillet 2021, 22% de la population adulte avait reçu au moins une dose du vaccin.

### 24 000 doses supplémentaires de vaccin AstraZeneca de la part du Portugal

Le 16 juillet 2021, selon un communiqué, le Portugal a fourni au Cap-Vert un lot de [24 000 doses de vaccins AstraZeneca ainsi que des dispositifs médicaux nécessaires pour permettre son administration](#). Avec ce deuxième lot, un total de 48 000 doses de vaccins ont été mis à disposition par le Portugal en faveur du pays pour le soutenir dans son plan de vaccination.

## Côte d'Ivoire

Fitch rehausse la note du pays à "BB-"

[L'agence de notation Fitch Ratings a relevé la note de la Côte d'Ivoire de "B+" à "BB-", avec perspectives stables](#). Pour cause, l'agence souligne une baisse des tensions politiques, de bonnes perspectives de croissance économique et une amélioration de la gouvernance. En effet, la croissance du PIB est attendue à +6,2% en 2021-2022, tirée par la demande intérieure, et le bon déroulement des élections législatives indiqueraient une réduction soutenue du risque

politique. Aussi, malgré un creusement du déficit budgétaire à 5,6% du PIB en 2020, l'agence prévoit un rétrécissement progressif pour **atteindre 3% du PIB d'ici 2024**. Selon le dernier bulletin statistique de la dette, [la dette publique s'est établie à 47,8% du PIB en 2020](#). Fitch estime que la dette publique **atteindra un pic d'environ 50% du PIB, sous l'effet d'une consolidation budgétaire progressive et d'une forte croissance du PIB**. La dette en devises représenterait 65% du stock total, mais le risque de change serait atténué car plus de la moitié est en euros, auquel le franc CFA est lié par une parité fixe.

### Adoption de mesures contre la cherté de la vie par le Gouvernement

Face à une relative hausse des prix de certains produits de première nécessité, le Gouvernement a arrêté une série de mesures visant à **lutter contre la vie chère**. Il s'agit entre autres de : **l'encadrement des prix du riz, de l'huile de palme raffinée, de la viande de bœuf et de la farine** ; la facilitation du retour des bouviers qui convoient le bétail du Mali et du Burkina Faso **vers la Côte d'Ivoire** ; la réactivation du Conseil national de lutte contre la vie chère. Selon les autorités, les augmentations constatées ne seraient pas spécifiques au pays. En effet, les prix internationaux de la plupart des produits ont augmenté au 2<sup>ème</sup> semestre 2020 et ont encore marqué un fort rebond au 1<sup>er</sup> semestre 2021, **s'expliquant par la forte demande internationale, la hausse du coût du fret ainsi qu'au niveau national, la crise énergétique et la baisse saisonnière de l'offre locale**. Par ailleurs, selon l'Institut national de la statistique, [l'inflation s'est établie à +3,5% en glissement annuel \(g.a.\) en juin 2021](#), contre +4,2% en g.a. le mois précédent. La hausse des prix a notamment été tirée par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+6% en g.a.), du logement, eau, gaz et électricité (+5,3% en g.a.) et de l'enseignement (+4.3% en g.a.).

## Partenariat entre NSIA Banque et la SFI en faveur du secteur de la santé

Afin de renforcer l'accès au financement des petites et moyennes entreprises (PME) du secteur médical en Côte d'Ivoire, [NSIA Banque Côte d'Ivoire et la Société Financière Internationale \(SFI\)](#) ont signé le 16 Juillet dernier un accord de partenariat dans le cadre du lancement du [Programme pour l'accès aux équipements médicaux en Afrique \(AMEF\) en Côte d'Ivoire](#). Le programme devrait permettre de fournir un financement de 300 M USD au total aux PME d'Afrique de l'ouest et de l'est en particulier dans le secteur de la santé. Il permettra notamment d'offrir des facilités pour la location ou l'achat de d'équipements et de matériaux médicaux. Il comprend en outre un programme d'assistance technique en faveur des PME et des institutions financières partenaires.

## L'usine de transformation de fruits et légumes de N'Douci mise en service

Le Ministre du commerce et de l'industrie a procédé, le 15 juillet 2021, à [la mise en service de l'usine de transformation de fruits et de légumes Trafrule à N'Douci](#) (113 km au nord d'Abidjan), dans la région de l'Agnéby-Tiassa. L'usine, qui a nécessité un investissement total de 6,3 Mds FCFA (9,6 M EUR), est dotée d'une capacité de production horaire de 15 tonnes de concentrés de tomate, 5 tonnes de jus d'ananas et 10 tonnes de jus de mangue. Selon les autorités, elle devrait générer 150 emplois directs et 750 emplois indirects. Cette usine, la 2<sup>e</sup> de ce genre après celle de l'entreprise suisse [HPW Fresh & Dry inaugurée en avril dernier](#), est en phase avec la politique industrielle de densification et de diversification du cluster agro-industrie et offre localement des débouchés sûrs aux producteurs.

## Gambie

### Lancement officiel de la construction du tronçon routier Lamin Koto-Diabuga

[Le Chef de l'Etat gambien a procédé à la pose de la première pierre du projet de construction de 30 km de route reliant Lamin Koto à Diabuga](#) dans la région de Central River. Selon les autorités locales, ce projet de désenclavement dans la région de Central River sera à terme une solution aux énormes difficultés de transport auxquelles sont confrontées les populations de la région.

## Guinée

### Présentation de la Stratégie nationale d'inclusion financière 2020-2023

Lors du Conseil des ministres tenu le 22 juillet 2021, le Gouverneur de la Banque centrale de la république de Guinée (BCRG) [a présenté le document](#) de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) 2020-2023. La SNIF se concentre sur 7 axes principaux : (i) le renforcement de la supervision du secteur des institutions financières pour améliorer la prévention des faillites ; (ii) l'amélioration du cadre réglementaire pour le développement de la finance numérique ; (iii) le renforcement des infrastructures de paiement ; (iv) la réduction des contraintes d'accès aux services financiers et l'amélioration de l'offre ; (v) le renforcement de la protection du consommateur afin d'améliorer la confiance dans le secteur financier ; (vi) le renforcement de l'éducation financière des populations ; (vii) assurer le suivi-évaluation de la stratégie et mesurer ses progrès en vue d'éventuelles adaptations.

### Lancement de la campagne nationale de reboisement 2021

Le 12 juillet 2021 a été lancée [la campagne de reboisement pour l'année 2021](#), avec pour objectif la plantation de plus de 3 M d'arbres.

Cette initiative vise à sensibiliser les acteurs du développement, les responsables politiques et administratifs ainsi que les citoyens à la gestion durable de l'environnement. Elle devrait permettre le reboisement de plus de 2 000 hectares et contribuer à l'amélioration du cadre de vie de la population.

## Libéria

Baisse du déficit de la balance commerciale en g.a. en mai 2021

[Selon le bulletin mensuel des statistiques publié par la Banque centrale du Libéria](#) (CBL), le déficit de la balance commerciale s'est établi à 40,8 M USD pour le mois de mai 2021 (1,2% du PIB), soit une diminution de 19% par rapport au même mois de l'année précédente. Du côté des exportations, la France constitue le 1<sup>er</sup> client du Libéria au mois de mai 2021 (41,5 M USD, soit 51,9% du total), suivie de la Suisse (25,6 M USD, soit 32% du total). A noter que les recettes d'exportation proviennent principalement du minerai de fer (41,5 M USD, soit 51,9% du total), de l'or (25,6 M USD, soit 32% du total) et du caoutchouc (8,1 M USD, soit 10,1% du total). Du côté des importations, l'Inde constitue le 1<sup>er</sup> fournisseur du Libéria au mois de mai 2021 (39,3 M USD, soit 32,6% du total), suivie de la Turquie (14 M USD, soit 11,7% du total) et de la Chine (11,5 M USD soit 9,6% du total). Les principaux produits importés sont la nourriture et du bétail (47 M USD, soit 39,2% du total) ainsi que des minéraux, carburant et lubrifiants (10,8 M USD, soit 9% du total).

## Mali

Signature du contrat de construction d'une centrale solaire de 50 MW à Fana

Les autorités maliennes et la société française Legendre Energie ont signé [un contrat relatif au développement, à la construction et à l'exploitation de la centrale solaire photovoltaïque de Fana](#) (Est de Bamako). D'une

puissance de 50 MW, ce projet représente un investissement privé de 50 M EUR. L'entrée en service de la centrale est prévue fin 2023. L'énergie produite (87 GWh) sera injectée dans le réseau d'Electricité du Mali (EDM) et doit permettre de répondre aux besoins croissants en énergie du pays (+10% par an). Actuellement, le Mali dispose d'une capacité installée électrique de 400 MW (dont 90 MW hors réseau) et importe 50 MW de la Côte d'Ivoire. Selon la Banque mondiale, le taux d'accès à l'électricité au Mali est estimé en 2019 à 48%.

## Mauritanie

Signature d'un accord de résolution avec Kinross Gold

Le ministère du Pétrole, des Mines et de l'Energie et la société canadienne Kinross Gold Corporation (société mère de la compagnie TML SA) ont signé [un accord de résolution relatif à l'exploitation de la mine d'or de Tasiat](#). Cet accord, qui met fin à des négociations engagées depuis plus d'une année, inclut la représentation dans les instances de décision de TML SA, l'amélioration de la rente fiscale, le renforcement des capacités techniques et l'amélioration du contenu local. Il consacre le passage de la redevance minière de 3% à des niveaux graduellement progressifs selon le prix de l'or pouvant aller jusqu'à 6,5%.

10 M EUR de la BAfD en appui aux PME

La Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé, le 16 juillet 2021, [une ligne de crédit de 10 M EUR à la Banque pour le Commerce et l'Industrie](#) (BCI) de Mauritanie afin de renforcer ses activités de financement du commerce international en faveur des petites et moyennes entreprises (PME). Ce financement permettra notamment à la BCI de disposer de liquidités en devises pour préfinancer, entre autres, l'acquisition de machines, d'intrants et de biens de consommation au profit des secteurs de la santé, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction et de l'artisanat.

## 🇳🇪 Niger

### Maintien de la note de Moody's à "B3"

[L'agence de notation Moody's maintient la note du Niger à "B3" avec des perspectives stables.](#)

Selon l'agence, cette note se justifie par la vulnérabilité du pays aux chocs climatiques, sécuritaires et externes, exacerbés par d'importants défis sociaux (santé, éducation...). Moody's souligne en particulier la détérioration de la situation sécuritaire dans la région du Sahel, entraînant à une hausse des dépenses militaires (entre 2 et 2,5% du PIB au cours des 5 dernières années), au détriment des dépenses sociales ou d'investissement. Toutefois, la perspective d'une augmentation de la production pétrolière et la réalisation de grands projets d'infrastructure permettraient de soutenir la croissance économique, estimée à +6,9% en 2021 et à deux chiffres en 2022 et 2023. En outre, le soutien continu des bailleurs permet de réduire les déséquilibres budgétaires. L'agence prévoit une baisse du déficit budgétaire à 4,4% du PIB en 2021, puis à 3,5% en 2022 (contre 5,8% en 2020).

### 14<sup>ème</sup> revue sectorielle de l'eau et de l'assainissement

Les travaux de la 14<sup>ème</sup> revue sectorielle de l'eau et de l'assainissement 2021 [se sont tenus](#) du 13 au 15 juillet 2021, sous le thème central "Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) : Facteur de développement local et de prévention des conflits". A l'issue des travaux, plusieurs recommandations ont été formulées, entre autres : (i) rendre effectif le transfert des compétences et des ressources aux collectivités territoriales dans le domaine de l'hydraulique et de l'assainissement ; (ii) renforcer les installations de production, de stockage et de distribution d'eau potable en milieu urbain ; (iii) réglementer et contrôler la commercialisation et la qualité de l'eau en sachet. Pour rappel, selon le gouvernement, 1 nigérien sur 2 n'a pas accès à l'eau en milieu rural.

## 🇸🇳 Sénégal

### Hausse de la production industrielle de 27,3% en mai 2021 en g.a.

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie ([ANSD](#)), le secteur de l'industrie a connu en mai 2021 une hausse de sa production de 27,3% en glissement annuel (g.a.). Celle-ci est tirée par le regain d'activité des industries manufacturières (+30% en g.a.), des industries extractives (+28,3% en g.a.), des industries environnementales (+12,5% en g.a.) et de la production d'électricité, de gaz et d'eau (+9,8% en g.a.). Par ailleurs, sur les 5 premiers mois de 2021, la production industrielle a progressé de 20,5% par rapport aux 5 premiers mois de l'année précédente.

### 150 000 doses supplémentaires de vaccins Johnson and Johnson Janssen

L'ambassade des Etats-Unis au Sénégal a annoncé l'arrivée de [151 200 doses de vaccin COVID-19 Johnson and Johnson Janssen](#), offertes par le gouvernement américain. Ce don, réceptionné le 20 juillet 2021, permettra d'accélérer la stratégie de vaccination élargie du pays. Par ailleurs, à partir du 26 juillet, le Ministre de la Santé et de l'Action sociale devrait annoncer l'arrivée d'autres vaccins, [avec l'objectif de parvenir à vacciner 9 M de personnes.](#)

### Lancement des travaux de construction des plus hautes tours du pays

La [pose de la première pierre du projet Daktower](#) a été effectuée le 16 juillet 2021 par le Chef de l'Etat sénégalais. Il s'agit de la construction de deux tours de 32 étages sur l'ancien site du ministère chargé des Infrastructures. Il sera ainsi le plus haut bâtiment du Sénégal, atteignant 122 m, avec une surface de construction totale de 18 000 m<sup>2</sup>. Le coût de ce projet, dont les travaux vont durer trois ans, est de 111 Mds FCFA (170 M EUR). La société promotrice du projet est ACCI, composée d'actionnaires du Canada, des Etats-

Unis et de la Chine. Selon le Chef de l'Etat, le projet va générer plus de 2 000 emplois pendant la phase de construction.

### Accord avec Unitaïd pour la production locale des tests antigéniques

Unitaid (agence de santé mondiale) et FIND (l'alliance mondiale en faveur du diagnostic), ont signé [un accord avec la plateforme Diatropix de l'Institut Pasteur de Dakar](#), le jeudi 15 juillet 2021, pour le transfert de technologie au Sénégal afin de produire en masse des tests rapides antigéniques à destination du continent africain. Cet accord fait suite à un appel à manifestation d'intérêt lancé dans le cadre du volet "Produits de diagnostic du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT)". [L'objectif de Diatropix est d'atteindre 2,5 M de tests par mois d'ici 2022](#), en fonction des demandes des pays du continent. Aussi, DIATROPIX prévoit baisser les prix des tests afin qu'ils se situent entre 2,5 et 2 USD.

## Sierra Leone

### TENN et SELCO s'associent pour le développement de l'énergie durable

The Energy Nexus Network (TENN), un centre régional de l'écosystème énergétique en Sierra Leone, et SELCO Foundation, une ONG indienne, [ont formé un partenariat](#) stratégique pour combiner leur expertise et créer des modèles innovants de fourniture d'énergie durable pour la population rurale de Sierra Leone. Ce partenariat vise, entre autres, à : (i) favoriser l'émergence de solutions décentralisées d'énergie ; (ii) le développement de plateformes de partage de

connaissance ainsi que de partenariats intersectoriels entre l'énergie et les thèmes clés du développement durable. Pour rappel, selon la Banque mondiale, près de 22,7% de la population disposait d'un accès à l'électricité en 2019.

## Togo

### 404 M EUR par an pour accompagner les innovations des jeunes

Le 19 juillet 2021, la Facilité togolaise pour l'accélération et l'innovation (FTAI) [a été lancée conjointement](#) par le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ) et le Programme des nations unies pour le développement (PNUD). Ce fonds, financé par le PNUD et qui sera doté d'un montant de 265 Mds FCFA (404 M EUR) par an, vise à faciliter le financement de l'innovation, à travers un soutien financier aux entreprises innovantes dans le but de contribuer à la création d'entreprises et d'emplois pour les jeunes.

### Hausse significative de l'inflation en juin

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), l'inflation s'est établie à +6,2% en glissement annuel (g.a.) en juin 2021, contre +3,8% en g.a. le mois précédent. Cette hausse significative de l'inflation a notamment été tirée par les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+11,9% en g.a.), des communications (+10,7% en g.a.) et du logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (+3,8% en g.a.). Elle a été légèrement atténuée par la baisse des prix du secteur de la santé (-0,6% en g.a.).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan  
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

[abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr)